Registre de transparence – Chambre des Députés

(Version au 14 octobre 2025)

[CSV](#) | [DP](#) | [LSAP](#) | [ADR](#) | [déi greng](#) | [Piraten](#) | [déi Lénk](#)

Groupe politique chrétien-social

Date	Lieu	Député(s)	Représentants d'intérêts & tiers présents	Personnes représentées	Description sommaire de la position défendue	Projets de loi, propositions de loi ou lois discutés
17/09/2025	CSV-Fraktioun	Marc Spautz Charles Weiler Françoise Kemp Nathalie Morgenthaler Jeff Boonen	Nora Back Christophe Knebeler Jean-Luc de Matteis Francis Lommel Patrick Dury	Union des Syndicats OGBL et LCGB A.s.b.l.	Lors des échanges, les syndicats ont exprimé leurs réserves quant au déroulement des dernières réunions de dialogue social et à l'absence de perspective de poursuite des négociations tripartites. Ils ont souligné leur volonté de privilégier des discussions bilatérales, notamment sur l'organisation du temps de travail, les pensions et les conventions collectives.	

01/10/2025	CSV-Fraktioun	Marc Spautz Jeff Bohnen Maurice Bauer Laurent Mosar Diane Adehm	Michel Reckinger Héloïse Antoine Marc Kieffer	Union des Entreprises Luxembourgeoises a.s.b.l.	Lors des échanges, l'Union des entreprises luxembourgeoises a souligné les difficultés du dialogue social, notamment sur la question de l'organisation du temps de travail. Elle a plaidé pour davantage de flexibilité tout en maintenant le cadre légal, avec plusieurs points en discussion au CPTÉ concernant notamment les durées de travail, les pauses et le repos.	
08/10/2025	CSV-Fraktioun	Diane Adehm Octavie Modert Stéphanie Weydert	Marc Hengen	Association des Compagnies d'Assurances et de Réassurances du Grand-Duché de Luxembourg asbl	Rencontre avec l'ACA : point sur l'assurance/réassurance au Luxembourg et présentation des chiffres récents. Échange de vue sur le projet de loi n° 8370 (transposition de la directive CSRD). L'ACA a demandé des informations sur l'avancement de la procédure législative, dans un souci de prévisibilité et de sécurité juridique.	Projet de loi 8370 Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ; 2° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ; 3° de la loi modifiée

						<p>du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit ;</p> <p>4° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;</p> <p>5° de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative : - aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois - aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger ;</p> <p>6° de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs ;</p>
--	--	--	--	--	--	--

						<p>7° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;</p> <p>8° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit, en vue de la transposition de la directive (UE) 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 modifiant le règlement (UE) n° 537/2014 et les directives 2004/109/CE, 2006/43/CE et 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises et de l'article 1er de la directive (UE) 2025/794 du Parlement européen et du Conseil du 14 avril 2025 modifiant les directives (UE)</p>
--	--	--	--	--	--	---

						2022/2464 et (UE) 2024/1760 en ce qui concerne les dates à partir desquelles les États membres doivent appliquer certaines obligations relatives à la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises et au devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité

Groupe politique démocratique

Date	Lieu	Député(s)	Représentants d'intérêts & tiers présents	Personnes représentées	Description sommaire de la position défendue	Projets de loi, propositions de loi ou lois discutés
19/09/2025	14, rue Beck 1222 Luxembourg	Mandy Minella	Isabelle Schmoetten Ella Chambers Catherine Jacoby	CID / Fraen an Gender	Présentation de la bibliothèque féministe du CID Fraen an Gender et de ses activités. Échange sur la possibilité de créer une commission d'éthique dans le sport.	
22/09/2025	9, rue du St Esprit L-1475 Luxembourg (Locaux du groupe parlementaire DP)	Carole Hartmann Gilles Baum Gérard Schockmel	Chris Roller Carol Ahlborn Sébastien Diederich	Association des Médecins et Médecins-Dentistes	L'association des Médecins et Médecins-Dentistes plaide pour le développement du secteur extrahospitalier et une revalorisation de leurs tarifs.	
25/09/2025	9, rue du St Esprit L-1475 Luxembourg (Locaux du groupe parlementaire DP)	André Bauler Carole Hartmann Gérard Schockmel	Joé Werdel Dana Bonvini Felix Minette Aimée Braum	Association Luxembourgeoise des Étudiants en Médecine (ALEM)	L'association luxembourgeoise des étudiants en médecine plaide pour le développement du secteur extrahospitalier et un master en médecine à l'Université du Luxembourg de haute qualité.	
01/10/2025	9, rue du St Esprit L-1475 Luxembourg (Locaux du	Gilles Baum Carole Hartmann Corinne Cahen	Christophe Knebler Patrick Dury Nora Back David Angel	Union des Syndicats OGBL-LCGB	L'objet de l'entrevue a porté sur le dialogue social dans le contexte des négociations récentes	

	groupe parlementaire DP)	André Bauler Gérard Schockmel	Frédéric Krier Maria Helena Macedo		entre le Gouvernement et les partenaires sociaux. De plus, il y a eu un échange concernant l'organisation du temps de travail et la réforme des retraites. Les syndicats souhaitent un dialogue social qui implique davantage les partenaires sociaux.	
--	--------------------------	----------------------------------	---------------------------------------	--	--	--

Groupe politique socialiste

Aucune entrevue à afficher actuellement

Groupe politique "Alternativ Demokratesch Reformpartei"

Aucune entrevue à afficher actuellement

Sensibilité politique "déi gréng"

Date	Lieu	Député(s)	Représentants d'intérêts & tiers présents	Personnes représentées	Description sommaire de la position défendue	Projets de loi, propositions de loi ou lois discutés
18/09/2025	Siège de la sensibilité politique déi gréng	Sam Tanson	Pascal Jossi	Assemblée spirituelle nationale des bahá'ís du Grand-Duché de Luxembourg	Le représentant de la communauté bahá'ie du Luxembourg a exprimé à Mme Tanson son inquiétude concernant la situation de la communauté bahá'ie en Iran, qui serait caractérisée par une persécution systémique. Les bahá'ís en Iran sont victimes de déni de droits fondamentaux, ce qui contraste avec la reconnaissance de leur liberté de culte dans de nombreux autres pays.	
22/09/2025	Sensibilité politique déi gréng	Sam Tanson Djuna Bernard	Frédéric Krier Nora Back Patrick Dury Jean-Luc De Matteis Francis Lomel Pitt Bach Christophe Knebler	Union des syndicats OGBL et LCGB, A.s.b.l.	A l'initiative des syndicats, déi gréng ont rencontré l'Union syndicale OGBL-LCGB pour un échange sur les suites de la dernière Sozialronn. Les représentants syndicaux ont dénoncé le manque de véritable dialogue social dans le processus conduit par le Gouvernement.	

					<p>Ils ont exprimé leur inquiétude quant à un affaiblissement du modèle social luxembourgeois.</p> <p>Quant à la suite des travaux sur la réforme des pensions, les syndicats déplorent qu'aucune documentation ne sera disponible avant le dépôt du projet de loi. En matière de quadripartite, les syndicats estiment que l'urgence n'est pas prise assez au sérieux. L'Union des syndicats regrette les nombreux conflits en matière de droit du travail que le gouvernement a provoqué sans réelle nécessité.</p>	
16/09/2025	Luxembourg ville	Djuna Bernard	Raoul Schaaf	Comité national de défense sociale (CNDS)	<p>Sur la précarité au Luxembourg: Le logement est un facteur majeur de la pauvreté, le logement abordable ne suffit pas : il faut des parcours intégrés (accompagnement social, emploi, santé) pour briser le cycle de l'extrême pauvreté.</p>	
16/09/2025	Luxembourg ville	Djuna Bernard	Alexandra Oxaceley André Duebbers	Stëmm vun der Strooss	<p>L'association constate une forte hausse du public accueilli, notamment dans</p>	

					ses restaurants sociaux. Elle plaide pour de petites structures de proximité avec des horaires élargis et souhaite étendre ses services. Enfin, elle demande une revalorisation des prestations sociales face au coût de la vie.	
29/09/2025	Luxembourg ville	Djuna Bernard	Sandra Visscher Alexandra Gardeur Isabelle Hauffels	UNICEF	Entrevue avec l'UNICEF, qui a présenté la situation alarmante de la pauvreté des enfants au Luxembourg. Plusieurs propositions ont été formulées par des chercheurs de l'UNICEF pour y remédier, en insistant sur la nécessité d'un engagement politique et non exclusivement dans le cadre de l'éducation.	

Sensibilité politique "Piraten"

Aucune entrevue à afficher actuellement

Sensibilité politique "déi Lénk"

Date	Lieu	Député(s)	Représentants d'intérêts & tiers présents	Personnes représentées	Description sommaire de la position défendue	Projets de loi, propositions de loi ou lois discutés
18/09/2025	34A, rue Philippe II (Locaux de la sensibilité politique déi Lénk)	David Wagner	Altynai Bidaubayle Martina Hollbach Gauthier Hansel	GREENPEACE LUXEMBOURG, Association sans but lucratif	Echange sur les priorités de la rentrée politique à la demande de Greenpeace. Sujets abordés et positions défendues par Greenpeace : Traité commercial entre l'UE et le Mercosur : Greenpeace a souligné son opposition à ce traité néfaste pour les droits des populations autochtones en Amérique du Sud ainsi que pour la protection des forêts, notamment en Amazonie. L'organisation a également mis en garde contre certaines clauses du traité en négociation qui pourraient affaiblir la protection des consommateurs et consommatrices et, plus généralement, nuire aux capacités réglementaires de l'UE.	

					<p>Règlement européen sur la déforestation (EUDR) : Selon Greenpeace, ce règlement serait directement lié au traité commercial UE-Mercosur via les mécanismes de compensation inclus dans le traité. L'organisation s'est montrée très préoccupée par les tentatives d'assouplissement du règlement entreprises à Bruxelles par le gouvernement luxembourgeois. Greenpeace s'oppose à tout assouplissement de ce règlement qu'elle considère comme un outil important dans la lutte contre la déforestation.</p> <p>COP30 : Greenpeace a insisté sur la nécessité pour l'Union européenne de fixer un objectif climatique ambitieux pour 2040, dont devrait découler une contribution déterminée au niveau national (NDC) à la hauteur des responsabilités et des</p>	
--	--	--	--	--	---	--

					<p>capacités de l'UE en vue de la COP30 à Belém. L'organisation a également critiqué le manque d'ambition du gouvernement luxembourgeois dans la lutte contre le dérèglement climatique.</p> <p>Impact de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur le dérèglement climatique et le droit à un environnement sain : Cet avis est considéré par Greenpeace comme un tournant important pour la justice climatique, ouvrant la voie à de nouvelles actions en justice intentées par les populations vulnérables. L'inaction ou les actions insuffisantes en matière de sortie des énergies fossiles et, plus généralement, de lutte contre le dérèglement climatique devraient être considérées comme une violation des droits humains, la CIJ ayant jugé que le droit à un</p>	
--	--	--	--	--	---	--

					environnement propre, sain et durable est fondamental à l'exercice de tous les autres droits humains.	